

LA COMMUNE DE PARIS

JOURNAL DU CITOYEN SOBRIER

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ. SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.
Agriculture, Industrie. Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'administration, passage de l'Entrepôt-du-Maraais, 4.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : A. DECOU.

ON S'ABONNE A PARIS :

RUE DU MARAIS,

pass. de l'Entrepôt, 4.

	1 an.	6 mois.	3 mois.
Paris.	24	12	7
Départements.	36	18	10
Etranger.	48	24	13

Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant !

DROIT AU BIEN-ÊTRE.
DROIT AU TRAVAIL.

Toutes les demandes d'abonnement pour la province doivent être accompagnées d'un mandat sur la poste.

AVIS.

Depuis notre réorganisation, nous adressons notre feuille à tous les journaux. — Nous prions de faire l'échange.

Les réclamations des anciens abonnés doivent être accompagnées d'une pièce justifiant la validité de leur abonnement.

SOMMAIRE.

Assemblée nationale : Nomination du citoyen Bethmont au ministère de la justice ; Discussion du projet de loi contre les attroupements. — La République bourgeoise : Qui escamotera la révolution, les légitimistes, les bonapartistes, les journaliers ou les nationalistes ? Armand Marrast, le Napoléon civil de l'époque. — Les monarchistes. — La ville de Lyon : Une population de travailleurs mourant de faim en travaillant ; Une leçon aux égoïstes tirée de l'histoire de notre première révolution. — Fraudes électorales : Un moyen commode d'exclure les canailles, comme disent les réactionnaires. — Place publique. — Lettre des délégués des ateliers nationaux au citoyen ministre des travaux publics. — Lettre du citoyen Portalis. — Comme les résolutions changent les hommes ! Opinion différente de M. Marrast, sur les attroupements, avant et après la révolution. — Correspondance : Organisation du travail ; Aux membres de la commission du pouvoir exécutif. — Etc.

Assemblée nationale.

Séance du mercredi 7 juin 1848.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN SENARD.

La séance est ouverte à une heure cinq minutes.

LE C. CAVAIGNAC. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau, au nom de la commission exécutive, un projet de décret portant que tout Français âgé de dix-sept ans pourra être admis à contracter un engagement volontaire dans l'armée de terre et de mer.

LE C. BOUVET prie la commission de constitution, en raison de quelques motifs qu'il développe, de hâter le moment où elle fera son rapport.

LE C. VAULABELLE. Citoyens, une constitution ne s'improvise pas ; la commission ne perd pas son temps ; elle travaille tous les jours, et je crois pouvoir vous déclarer qu'elle vous présentera son travail dans dix ou douze jours. (Bien !)

LE C. LÉON FAUCHER prend la parole contre la mise à l'ordre du jour de la discussion sur le projet de décret tendant à ouvrir au ministre de l'intérieur un crédit de 500,000 fr., destiné à faire face aux dépenses secrètes du service de la sûreté générale.

Il n'est pas donné suite à cet incident.

LE C. SENARD. L'ordre du jour appelle la discussion sur le projet de décret sur les attroupements.

UN MEMBRE s'élève avec force contre la mise à l'ordre du jour du décret sur les attroupements. Étant ramené à la question par le président, il demande à la commission exécutive si le décret présenté est un décret de circonstance et accidentel ou bien un décret durable ; il combat l'urgence de la question.

L'Assemblée déclare qu'il y a urgence.

LE C. SENARD. Quelqu'un demande-t-il la parole sur la loi ? Le citoyen Pelletier a la parole.

LE C. PELLETIER. Il semble que le projet qui vous est présenté est arraché au code draconien ; car, en vérité, il est digne de Charles IX. L'orateur prétend que les attroupements ne sont occasionnés que par les élections et par le bruit qui court de la présence à Paris du prince de Joinville et d'un complot qui nous menace. Il continue en disant que, depuis trois

mois, on ne propose à l'Assemblée que des lois répressives, et que le meilleur moyen de faire disparaître ces attroupements, est de ne point envoyer la force pour les dissiper.

LE C. BAC signale un défaut dans le projet, lorsqu'il dit : « L'attroupement est armé, 1^{er} quand plusieurs individus qui le composent sont porteurs d'armes apparentes ou cachées. » Et comment distinguerez-vous, di-il, un rassemblement armé (en armes cachées), d'un rassemblement qui ne le sera pas ? Quel signe particulier vous le fera reconnaître ? Et si, au milieu d'un rassemblement non armé des individus malveillants viennent se mêler en armes, les innocents seront punis pour les coupables. L'orateur termine en disant qu'il votera contre le décret si on n'y apporte de grandes modifications.

UN MEMBRE demande le renvoi du projet de décret à une commission spéciale.

LE C. BAZE appuie le projet de décret présenté par la commission exécutive. Il se fonde principalement sur cela que de plusieurs rassemblements sont sortis des noms qu'il ne veut pas répéter, et que, dans plusieurs autres, on a crié « à bas l'Assemblée nationale. » Il termine en demandant la discussion des articles. (Très bien.)

LE C. GERMAIN-SARRUT repousse le projet de décret. On nous dit, s'écrit-il, que c'est une loi d'actualité, de nécessité actuelle ; mais quand finira cette actualité ? jamais ; toutes les lois sont actuelles : si on les fait, c'est qu'on en a besoin. L'orateur prétend qu'il est inutile de présenter, trois mois après une révolution, des décrets que l'on retrouve dans l'arsenal des lois liberticides. Il termine en demandant le renvoi à une commission.

LE C. MORNAY adhère aux dernières paroles du préopinant et demande des explications au citoyen ministre de l'intérieur.

LE C. SENARD. Le citoyen Marie a la parole.

LE C. MARIE. Les orateurs que vous venez d'entendre ont accusé le gouvernement d'apporter dans cette enceinte un projet de loi qu'ils ont appelé draconien, ils ont prétendu que ce projet contenait des dispositions qui étaient de nature à apporter une atteinte profonde à la République que vous avez fondée. J'avoue que je ne croyais pas avoir à me préoccuper beaucoup de ces accusations. Les dispositions draconiennes n'entreront jamais dans la pensée de la commission du pouvoir exécutif, et je crois que dans l'intérêt de la République nous avons donné assez de gages de notre respect, de notre dévouement et de notre ferme volonté de maintenir tous ses intérêts pour que nous n'ayons pas à nous défendre contre des accusations que je ne craindrai pas de qualifier d'insensées. (Très bien, très bien.) Nous n'avons pas eu la pensée de vous apporter des lois de circonstances, nous avons voulu fonder une loi, nous avons voulu faire cesser les troubles de la rue, qui tiennent Paris dans une agitation continuelle, qui fatiguent la garde nationale et l'armée. Dans ces rassemblements des cris se font entendre ; c'est pour faire cesser ces troubles, cette agitation, ces cris que nous avons proposé le décret. Si vous le combattez nous serons vos adversaires, vos ennemis même, car la commission exécutive a mûrement réfléchi avant de vous le présenter. (L'orateur termine en priant l'Assemblée de passer immédiatement à la discussion des articles.)

(L'Assemblée décide qu'elle passe à la discussion des articles.)

sion des articles.)

LE C. SENARD donne connaissance d'une communication de la commission exécutive. (Mouvement d'attention.)

« Citoyen président, « La commission du pouvoir exécutif a l'honneur de faire connaître à l'Assemblée nationale que, par une décision en date de ce jour, le citoyen Bethmont, ancien ministre du commerce, est nommé ministre de la justice en remplacement du citoyen Crémieux, dont la démission est acceptée. »

LE C. SENARD. On passe à la discussion du premier article, ainsi conçu :

« Tout attroupement armé formé sur la voie publique est interdit. »

Est également interdit tout attroupement non armé, qui pourrait troubler la tranquillité publique. »

Un amendement proposé par le citoyen Favre ainsi conçu : « Tout attroupement séditieux qui pourrait... etc. » est rejeté.

LE C. CLÉMENT THOMAS propose un amendement tendant à ajouter au second paragraphe de l'article 1^{er}, les mots « sur la voie publique, » après les mots « est également interdit. »

L'amendement est adopté.

L'Assemblée adopte l'article 1^{er} ainsi amendé.

LE C. SENARD. Voici l'article 2 :

« L'attroupement armé constitue un crime, s'il ne se dissipe pas à la première sommation. »

Il ne constitue qu'un délit, si, sur la première sommation, il se dissipe sans résistance.

LE C. BAC combat cet article avec beaucoup d'énergie.

LE C. GUICHARD parle en faveur de l'article.

UN MEMBRE demande la suppression entière de l'article 2.

LE C. MARIE répond qu'il n'insiste pas.

L'Assemblée supprime l'article 2.

LE C. SENARD. Article 3 :

« L'attroupement est armé : 1^{er} quand plusieurs des individus qui le composent sont porteurs d'armes apparentes ou cachées ; 2^o lorsqu'un seul de ces individus porteurs d'armes apparentes, n'est pas immédiatement expulsé de l'attroupement par ceux-là mêmes qui en font partie. »

LE C. BAZE propose l'amendement suivant, au second paragraphe : « Toutes personnes qui se trouveraient munies d'armes cachées et qui auraient fait partie d'un attroupement non réputé armé, seraient individuellement punies comme si elles avaient fait partie d'un attroupement armé ; il en sera de même pour celui qui se trouverait seul porteur d'une arme apparente dans un attroupement non armé. »

LE C. MARIE demande l'adjonction du mot *caché* dans la seconde partie de l'amendement présenté par le citoyen Baze. (Aux voix ! aux voix !)

L'Assemblée adopte le premier et le second paragraphe du décret et rejette l'amendement du citoyen Baze.

LE C. SENARD. Article 4. « Lorsqu'un attroupement armé ou non armé se sera formé sur la voie publique, le maire ou l'un de ses adjoints, à leur défaut le commissaire de police ou tout autre agent ou dépositaire de la force publique et du pouvoir exécutif, portant l'écharpe tricolore, se porteront sur le lieu de l'attroupement. Un roulement de tambour annoncera l'arrivée du magistrat. »

Si l'attroupement est armé, le magistrat lui fera sommation de se dissoudre et de se retirer.

LA COMMUNE DE PARIS.

Cette première sommation restant sans effet, une seconde sommation, précédée d'un roulement de tambour, sera faite par le magistrat.

En cas de résistance, l'attroupement sera dissipé par la force.

Si l'attroupement est sans armes, le magistrat, après le premier roulement de tambour, exhortera les citoyens à se disperser. S'ils ne se retirent pas, trois sommations seront successivement faites.

En cas de résistance, l'attroupement sera dissipé par la force.

L'Assemblée adopte successivement les paragraphes, puis l'ensemble de l'article 4 du décret.

LE C. SENART. Article 5. « Quiconque aura fait partie d'un rassemblement armé, sera puni comme suit :

Si l'attroupement s'est dissipé après la première sommation et sans avoir fait usage de ses armes, la peine sera de six mois à deux ans de prison.

Si l'attroupement s'est formé pendant la nuit, la peine sera de 2 à 5 ans de prison.

Si l'attroupement ne s'est dissipé qu'après la deuxième sommation, mais avant l'emploi de la force, et sans qu'il ait fait usage de ses armes, la peine sera de 2 à 5 ans, et de 3 à 6 ans si l'attroupement s'est formé pendant la nuit.

Si l'attroupement ne s'est dissipé que devant la force ou après avoir fait usage de ses armes, la peine sera de 5 à 10 ans de réclusion. Elle sera de 8 à 12 années, si l'attroupement s'est formé pendant la nuit.

Dans tous les cas, les coupables seront interdits de leurs droits civiques.

LE C. GERMAIN SARRUT s'élève avec force contre l'ensemble de l'article.

LE C. SENART donne lecture de nombreux amendements.

Un amendement au second paragraphe proposé par le citoyen Avond est rejeté.

Un amendement au même paragraphe proposant de un mois à un an est adopté.

On propose un amendement au troisième paragraphe, consistant à remplacer les mots de « deux à cinq ans de prison » par le mot « double. »

LE C. PAGNERRE trouve que la pénalité serait trop faible pour les deux circonstances de nuit et en armes.

LE C. PERÉE appuie l'amendement.

LE C. MARIE combat l'amendement.

LE C. PASCAL appuie l'amendement. (La clôture! — Aux voix! aux voix!)

L'amendement est rejeté, ainsi que plusieurs autres.

L'Assemblée adopte l'amendement consistant à mettre de un an à trois ans.

Un amendement au deuxième paragraphe proposant de ne pas punir ceux qui se seraient retirés à la première sommation est adopté.

Un amendement au quatrième paragraphe proposant de un à trois ans et de deux à cinq ans est adopté.

Un amendement au cinquième paragraphe tendant à appliquer la peine de cinq à dix années dans le cas d'usage d'armes est adopté.

On continue la discussion sur les autres articles.

La République bourgeoise.

La révolution est trahie par tous les grands du jour, les puissants de l'ordre ancien et du nouveau, les pharisiens modernes et les bourgeois.

Ils s'en sont emparé, ils l'ont entre les mains. Depuis trois mois ils la mettent en vente.

A vendre le peuple républicain de France! à vendre aux enchères!!

Qui en veut?

Toute la question, pour eux, est de savoir quel sera le dernier et plus offrant enchérisseur. Quatre partis sont en lutte jusqu'ici :

Les légitimistes,

Les bonapartistes,

Les joinvillistes,

Et les nationalistes.

Un mot sur ce dernier parti, qui ne s'est formé que depuis quelques mois.

Il se compose de tous les peureux qui préfèrent une République despotique à une monarchie constitutionnelle; et par ce temps de terreur universelle, il y a majorité de peureux.

Le chef de ces bourgeois est Armand Marrast, le Napoléon civil de l'époque.

Chefs et soldats ont pour but l'absorption de tout ce qu'il y a d'honneurs, de places et d'argent disponibles en France.

Sous le nom de République démocratique,

ils feront un gouvernement despotique au petit pied, par la force du sabre et du fusil des bourgeois.

Ils se sont assurés, par des dîners bachiques, des affections de l'armée, et ils ne doutent plus de rien.

Entre eux et les autres partis, le combat est imminent. Tous n'attendent qu'une occasion.

A qui la victoire?

Au National, sans nul doute.

Aujourd'hui, peut-être demain, on assemble, sans mot dire, tous les amis du National, on entoure l'Assemblée de baïonnettes fidèles. Pendant que les bonapartistes, les légitimistes, les joinvillistes se disputent, le National agit au cri de « Vive la République démocratique! »

On attaque les constitutionnels, les royalistes, les républicains socialistes et les communistes en même temps. On dissipe les résistances à coups de fusils.

La vieille garde nationale et l'armée fraternisent sur les victimes.

Le citoyen Armand Marrast devient président à vie de la République.

Vive Armand Marrast, le sauveur de la République!

Quant à la révolution, qu'il n'en soit plus parlé, je vous prie.

La royauté du National et la présidence éternelle du bourgeois républicain Marrast, voilà les résultats des journées de Février.

C'est alors que tout bon citoyen regrettera de n'avoir pas été quelque chose dans le National, portier ou plieur de journaux.

Quant à ce que sera cette République du National, jugez-en par l'insolence du futur président, par ses proclamations, par son habileté diplomatique, par sa perversité et sa perfidie profonde!

Jugez la fatuité homicide de cet homme qui, devant un décret d'accusation qui ne concluait rien moins qu'à la mort, ne se levait pas pour combattre l'accusation ou applaudir au décret, « tant SA MAJESTÉ l'attachait à son siège! »

Jugez l'astuce de cette médiocrité fastueuse qui a su user en trois mois Ledru-Rollin et Lamartine!

La République du National, a un nom déjà connu, bientôt célèbre :

LA RÉPUBLIQUE BOURGEOISE.

Aux monarchiens.

A la bonne heure! Voici de la bonne et franche réaction! Un journal, qui dit être l'Esprit national, affirme aujourd'hui que la France n'est rien moins que républicaine, et que ces tendances sont essentiellement monarchiques.

Hosanna filio David! Vite accourez ici, monseigneur le prince de Joinville, amenez cet auguste enfant de neuf ans, à l'existence duquel est subordonnée l'existence de trente-cinq millions d'individus! Et vous Français, glorieux vainqueurs des barricades, prolétaires, qui avez enfin relevé la tête, inclinez-vous, humiliez-vous dans la poussière; faites place à cette famille qui, pendant dix-huit ans, vous a exploités, vous a enlevé la plus pure de votre substance, a fait filer votre or dans les banques étrangères, a fui emportant la caisse d'épargne, a mis vos forêts et vos frères en coupes sombres, a spéculé sur votre faim, a mitraillé les citoyens à Saint-Méry, à Transnonain, à Lyon, a décapité les affamés à Buzençais, a avili votre drapeau et l'a traîné dans la boue de tous les ruisseaux, dans des gouffres d'ignominie, dont l'œil de l'homme se refusait à mesurer la profondeur, place, oui place à Joinville, placé au comte de Paris, placé même au duc de Bordeaux, à cet héritier de la sainte alliance, à ce rejeton du droit divin, jeté à nous par dessus un fourgon de cosaques! Seuls, les rois peuvent résoudre la question sociale. Trente-cinq millions d'hommes revendiquent leur place au soleil. Arrière les déshérités! Arrière la canaille! Arrière les barbares! Vous demandez la vie, vous ne l'aurez pas. Un seul, l'entendez-vous bien, l'exige pour lui et les siens.

Pompe aspirante, il vous sucera, d'accord avec tous les vampires de la libre concurrence, avec tous les vautours de la féodalité industrielle et financière.

Faites un roi, morbleu, faites un roi!

Tout ce que vous aurez par surcroît vous le savez et serait trop long à dire.

Libre à vous de vous remettre les fers aux pieds et de vous renvoyer à Doullens!

Quant à l'Esprit national, nous lui dirons qu'il commet à notre égard un étrange et mon-

strueux sophisme. On ne fait, avons nous dit, la République qu'avec des républicains : oui, sans doute, et nous ne vous accordons pas le droit de les juger, les républicains, attendu qu'ils n'ont pas encore mis la main aux affaires. Ils se sont tenus à l'écart. Mais leur jour viendra. Les fonctionnaires monarchiques maintenus par la faiblesse et l'ineptie du Gouvernement provisoire, les Dupin, les d'Argout, tous les plats valets de Louis-Philippe, tous les agioteurs, tous les spéculateurs, tous les tripoteurs, qui s'étaient constitués à l'instar de leur auguste maître, cette vermine monarchique n'est pas éternelle, un principe ne reculera pas devant ces sauterelles de l'intérêt bien entendu et du chacun chez soi!...

Ah! les républicains sont une fraction imperceptible de la population, un atome imperceptible!

Ainsi tous ceux qui ont faim, tous ceux qui traînent une chétive existence, tous ceux qui n'ont qu'un mince salaire pour substenir un corps brisé par quinze heures de travail, c'est là un atome. Rouen, Paris, Lyon, Mulhouse, tous les grands centres manufacturiers, tous les prolétaires de France, c'est là une fraction! Plus de trente millions d'hommes, c'est peu de chose! Ah! rhéteurs, êtes vous chargé de nous faire rire? Mais ne savez-vous pas que nous avons des mots terribles à écrire dans la salle de vos orgies, des mots qui éclateront comme un tocsin sur vos têtes de repus, et si ce n'est nous qui devons les prononcer, nous qui voulons prévenir toutes les catastrophes que vous accumulez sur l'avenir, si nos mains sont garronnées de chaînes bourgeoises, nos bouches baillonnées, nos corps jetés dans les cabanons de Vincennes, d'autres ne surgiront-ils pas de terre pour les faire mugir comme la trompette de l'ange sur les débris de votre société hideuse d'anomalies et de monstruosités, des myriades d'athlètes tous prêts à faire un pont de leurs cadavres à ceux qui viendront après eux pour escalader l'antre de Cacus, où, depuis trente ans, vous enfouissez le fruit de vos rapines!

O peuple! grand peuple! aie pitié de leur stupidité féroce; dis encore comme notre maître à tous : Pardonnez-leur, mon Dieu, ils ne savent ce qu'ils font!

La ville de Lyon.

Lyon est la ville de France la plus importante après Paris. Comme centre d'industrie et de travail, elle doit particulièrement fixer l'attention, et nous ne cesserons de rappeler au gouvernement cette grande ville industrielle.

Quel est l'étranger qui, en parcourant cette vieille cité a pu voir, sans un serrement de cœur, ces hommes étioles par la misère, rapetissés par les souffrances, que l'on ne trouve que là? Par quelles causes cette race de travailleurs s'est-elle arrêtée dans son développement? Hélas! cette cause qui a bouleversé ainsi toutes les lois de la nature, et qui a laissé des traces si profondes sur ces fronts pâles et amaigris, c'est la misère, c'est la faim, et la faim malgré le travail! De cette cause, c'en est fait sans doute. Enfin, ô peuple de travailleurs! ce jour est venu sur les barricades de Paris, le jour de la République!

Tu as compris comme tes frères de Paris, ô peuple de Lyon. Tu sauras aussi conserver une si précieuse conquête; tu voudras, comme Paris, la réalisation de la victoire, et tu ne souffriras pas que des hommes quels qu'ils soient te trompent encore sous le masque du patriotisme. Sois calme dans ta force, mais veille toujours dans ton énergie; ne te laisses pas égarer, laisse la violence à cette minorité impuissante qui voit avec peine l'avenir lui échapper; n'imites pas ces hommes qui te calomnient toujours et que nous avons vu à l'œuvre chez nous, où dans leur rage, parce que nous soutenions tes droits, ils n'ont rien épargné, ni le vol, ni le pillage à main armée, ni l'incendie. Sois calme, car tu es puissant, car tu es le peuple, c'est-à-dire la majorité opprimée.

Tends une main fraternelle à ceux qui t'associent dans leur travail; sans faire l'abandon de tes droits, tâche d'être conciliant avec les fabricants, car eux aussi méritent notre sollicitude, quand, malgré les orages qui passent sur leur ville, ils luttent d'efforts pour sauver l'industrie et le travail. Nous ne doutons pas que les fabricants ne finissent par comprendre que leur sort, leur intérêt sont liés à ceux des ouvriers, que la prospérité commune ne peut naître que d'un commun accord de fraternité; qu'il y a des concessions inévitables, la nécessité des temps; qu'enfin la loi du travail est la loi de Dieu, qu'elle ne peut être impunément



violée sans amener des malheurs épouvantables.

Que du moins les terribles leçons que nous a laissées l'histoire de notre première révolution nous instruisent!... Cependant à cette époque ce ne furent pas les avertissements qui manquèrent : quand Necker, pour rétablir l'équilibre dans les finances, demanda à l'Assemblée nationale de porter au quart des revenus la contribution de chaque citoyen, et quand Mirabeau se leva pour appuyer cette mesure, une effroyable tempête s'éleva contre l'illustre orateur. L'égoïsme, l'intérêt personnel, tout se déchaîna contre lui; trois fois il monta à la tribune, et il adressa aux membres de cette assemblée ces éloquentes paroles :

« Contemplateurs stoïques des maux incalculables que cette catastrophe affreuse vomira sur la France, impassibles égoïstes, qui pensez que ces convulsions du désespoir et de la misère passeront comme tant d'autres, et d'autant plus rapidement qu'elles seront plus violentes, êtes-vous bien sûrs que tant d'hommes sans pain vous laisseront tranquillement savourer les mets dont vous n'avez voulu diminuer ni le nombre, ni la délicatesse?... Non, vous pérez, et dans la conflagration universelle que vous ne frémissez pas d'allumer, la perte de votre honneur ne sauvera pas une seule de vos détestables jouissances. Voilà où nous marchons... Oui, messieurs, c'est la prudence la plus ordinaire, la sagesse la plus triviale; c'est votre intérêt le plus grossier que j'invoque. »

Et ces prédictions de Mirabeau ne tardèrent pas, malheureusement, à se réaliser. Instruits par le passé, songeons à l'avenir.

Il est temps pour tous aujourd'hui de faire des concessions, de resserrer les liens de la fraternité. Quelque justes que soient les causes du désordre, le travail ne gagne rien à être troublé.

Faisons donc à la fois un appel fraternel au concours des fabricants et des ouvriers; appelons surtout le concours du Gouvernement.

Messieurs les membres du comité exécutif, abandonnez pour un moment le souci de vos personnes et de votre pouvoir, songez à Lyon!

Les moyens de venir en aide à cette ville et à sa population sont infinis; examinez-les. Pour nous, notre seule affaire, aujourd'hui, est de vous envoyer cet avertissement. N'oubliez pas que le peuple n'a pas fait la révolution pour vos discours ni pour vous, mais bien pour l'amélioration du sort de tous.

Fraudes électorales.

Le 4 juin, nous écrivit le citoyen Lévêque, 37, route d'Allemagne (Villette), au moment où j'allais déposer mon vote à la salle d'asile, un citoyen, que je reconnus pour un directeur des bateaux-postes, s'est permis de prendre le bulletin d'un électeur en lui disant : « Vous voulez donc vous faire couper le cou en votant pour ces canailles? » En même temps il déchira le bulletin et lui en présenta un autre. « Voici les bons, » s'écria-t-il. Cette liste commençait par le nom de M. Thiers. Qu'on juge des autres!

— Avant-hier, un individu se tenait sur la chaussée du boulevard du Temple, et il criait comme un forcené : Vive le prince de Joinville! c'est mon candidat; et vive Barbès! c'est mon ami!

Cet homme a été arrêté et envoyé au dépôt de la Préfecture.

— Dans la neuvième section (4^e arrondissement), présidée par le citoyen Lepage, les scrutateurs ont ouvert des comptes séparés, pour des noms qui évidemment devaient être réunis.

Ainsi, on a ouvert trois comptes pour Thoré rédacteur, Thoré Louis, et Thoré seul... Or, nous ne sachions pas qu'il y ait plus d'un Thoré dans toutes les listes de candidats.

On a ouvert deux comptes pour Raspail père et Raspail seul. Ici encore il ne devait pas y avoir de doute.

On a ouvert trois comptes pour Lagrange de Lyon, Lagrange Charles, Lagrange seul. Même observation que ci-dessus.

Enfin, on a réuni dans le même compte Savary cordonnier et Savary employé au gaz, mais Savary seul a été compris dans un compte séparé.

Au contraire, on a réuni dans un même compte Bandin amiral et Bandin seul, Delestre peintre et Delestre seul.

Les citoyens qui nous signalent ce fait ont protesté séance tenante contre cette façon d'agir, et ont fait mentionner leur protestation dans le procès-verbal.

Nous apprenons du reste qu'un grand nom-

bre de faits semblables se sont passés dans d'autres sections. Nous espérons que les bureaux reviendront sur ces disjonctions. Dans le vote on doit tenir compte de l'intention de l'électeur. Or, il est impossible, à moins de mauvais vouloir, de ne pas attribuer à un seul les voix qu'on partage ainsi en deux ou trois candidats qui n'existent pas. (Le Représentant du Peuple.)

Place publique.

On lit dans le *Monde républicain* :

Nous avons saisi dans un groupe le dialogue suivant, entre un ouvrier en blouse et un citoyen décoré.

Le citoyen décoré. — Je vous répète, mes amis, que si le commerce ne marche pas, si les ateliers sont fermés, c'est votre faute. Vous arrêtez les transactions et vous paralysez les affaires par ces rassemblements tumultueux.

L'ouvrier. — Dites plutôt que c'est parce que le commerce ne va pas, parce que les ateliers sont fermés, parce que nous sommes sans ressources et à la veille de manquer de pain, que nous faisons des rassemblements. Si le gouvernement faisait quelque chose pour le peuple, ça irait mieux.

Le citoyen décoré. — C'est pourtant vous qui l'avez fait, ce gouvernement; c'est vous qui avez mis à l'Hôtel-de-Ville Ledru-Rollin, Lamartine, Flocon, et les autres.

L'ouvrier. — Ce n'est pas de ceux-là que nous nous plaignons; ils veulent le bien, eux; nous nous plaignons de ces représentants, qui au lieu de s'occuper des moyens de raviver la confiance, de faire revivre l'industrie, passent leur temps à savoir si on donnera 4,000 fr. ou 3,000 fr. par mois à leur président et 500 fr. par mois à leurs secrétaires, qui touchent déjà 25 fr. par jour.

Des bravos unanimes sont partis du groupe, à cette réponse, et le monsieur décoré s'est perdu dans la foule.

Ailleurs on criait : Vive Barbès! un citoyen s'approche et interpellant les crieurs :

— Pourquoi crier vive Barbès; vous êtes de mauvais citoyens, vous effrayez tout le quartier.

— Vous préféreriez que l'on criât vive le prince de Joinville! vous, a répondu un de ces enfants de Paris, dont les réparties sont toujours si vives; moi j'aime mieux Barbès; il a pu faire des bêtises, mais c'est un vrai républicain.

Projet de décret sur les attroupements.

Ouvriers, c'est le droit de réunion, de coalition, de banquet même, qu'on veut vous enlever sans avoir l'air d'y toucher!

Quoi qu'il en soit, on nous avait promis le décret, et le voilà!

On parle encore de l'impuissance où le trésor serait de rendre le cautionnement des anciens journaux, impuissance qui pousserait, dit-on, le pouvoir à proposer le rétablissement de cette entrave odieuse sur la presse populaire de Février!

Citoyens confrères de la jeune presse, jurons tous, si le pouvoir était jamais assez misérable pour avoir l'audace de porter une pareille atteinte au droit — conquis en Février — de publier librement sa pensée, jurons que l'article des Droits de l'Homme, relatif au devoir sacré de l'insurrection, serait alors la règle de conduite de tout citoyen de cœur!

(Le Représentant du Peuple.)

Le comité des travailleurs a entendu la lecture du rapport de M. Pascal Duprat sur plusieurs projets soumis au comité, et tendant à relever le crédit public. L'un de ces projets propose la création d'une banque hypothécaire, en émettant des bons au porteur. L'autre a mis en avant l'idée de faire émettre au nom de l'Etat des billets en différentes sommes qui seraient prêtées aux propriétaires moyennant un léger intérêt, ou de fonder dans chaque département une banque par actions qui ferait gratuitement le service des receveurs généraux, et escompterait à des conditions peu onéreuses non-seulement les billets de commerce, mais encore les autres valeurs. Enfin, on a demandé qu'il soit émis pour deux milliards de billets garantis par les biens nationaux. Ces billets seraient délivrés aux agriculteurs, aux industriels, aux propriétaires, qui donneraient en gage des fruits du sol ou des produits manufacturés. Le comité a accueilli avec une vive sollicitude tous ces projets.

Le rapporteur, en résumant son opinion sur ces projets, termine son travail en ces termes :

« L'idée qui anime tous ces projets, c'est le

crédit. Tel est le principe de toutes ces théories, de tous ces systèmes, qui viennent chaque jour solliciter notre attention. A cette idée s'en rattache une autre, celle d'une valeur conventionnelle, d'un papier destiné à remplacer l'argent dans les transactions industrielles et commerciales.

» C'est donc dans ces deux idées qu'il faut chercher un remède que réclame si impérieusement l'état économique et notre société. »

M. Etienne a déposé, au nom du comité des finances, son rapport sur le décret tendant à ouvrir un crédit de 281,362 fr., destiné à rembourser au Mont-de-Piété de Paris le prix des objets de la valeur de moins de 10 fr., engagés depuis le 1^{er} jusqu'au 24 février de cette année, afin que ces objets fussent remis gratuitement aux déposants. Le comité des finances a exprimé l'avis que l'administration rendît moins lourdes les charges imposées par les établissements des Monts-de-Piété, l'Etat ne devant pas vendre ses secours comme le ferait un usurier. Les intérêts sont prélevés par le Mont-de-Piété de Paris sur 26 millions environ d'avances.

Le comité propose de fixer au 1^{er} juillet 1848 l'époque après laquelle les objets engagés ne seront plus délivrés gratuitement.

Au citoyen ministre des travaux publics.

Citoyen ministre,

C'est au nom d'un grand nombre de citoyens employés aux ateliers nationaux, comme au mien, que je vous prie de faire connaître à nos représentants les vœux exprimés dans cette lettre.

La révolution de février, notre commune conquête, citoyen ministre, nous garantit, à tous, le droit au travail, au bien-être. Or, les fréquents chômages et l'exploitation de l'homme par l'homme sont des calamités dont nos mandataires doivent nous préserver.

La solution de ce grand problème est difficile, nous le savons; aussi ne voulons-nous point franchir les limites du possible. Travailler beaucoup et se contenter du nécessaire, voilà ce qu'impose, — aux bons citoyens, — la situation actuelle. Travailler utilement et moissonner abondamment dans l'avenir, voilà aussi ce que nous désirons.

Eh bien, que le règne de la démocratie s'inaugure par une œuvre grande et sage. Les terrains incultes d'une partie de la Gironde et des Landes offrent des ressources immenses à l'agriculture, là aussi on peut élever des villages, creuser des canaux, établir des routes qui, en quelques heures, nous permettraient d'inonder de nos produits le nord de l'Espagne; là, enfin, des milliers d'ouvriers, au sein d'une association fraternelle, trouveront un bien-être que promettaient vainement les ateliers aujourd'hui dissous.

En conséquence, citoyen ministre, nous vous prions d'appuyer notre demande auprès de l'Assemblée nationale. Nous vous prions, en outre, de dire aux élus du peuple que le travail à la tâche appliqué en masse, équivaut, pour les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des citoyens sans ouvrage, au déni de justice le plus affligeant.

J'attends votre réponse, citoyen ministre, et je vous prie d'agréer les fraternelles salutations que je vous présente au nom de mes camarades et au mien.

DANDURAN, ingénieur civil.

36, rue Notre-Dame-de-Lorette.

FOLLIOU, délégué des ateliers nationaux.

BÉNARD, id.

DUMÉZ, id.

E. GRATIER, brigadier des ateliers nationaux.

BOHAIN, id.

Il est permis de se rendre compte aujourd'hui de l'état financier de l'administration des ateliers nationaux, et d'apprécier le chiffre de la dépense moyenne de chaque jour par l'aperçu suivant.

La création des ateliers nationaux remonte au 6 du mois de mars. Les crédits extraordinaires ordonnés depuis cette époque jusqu'au jour où ont cessé les fonctions de M. Emile Thomas se sont élevés, par arrêtés et décrets successifs du gouvernement provisoire et de l'Assemblée nationale, à la somme totale de 7 millions 240,000 fr. environ. La période de temps comprise depuis l'établissement des ateliers jusqu'au jour de la vérification des comptes, opérée à la suite de la révocation de l'ancien directeur, présente un effectif de quatre-vingt-un jours, ce qui porte à 88,000 fr. par jour la dépense mise à la charge du Trésor, en tenant compte d'une somme de 100,000 fr. environ qui

LA COMMUNE DE PARIS.

a été vérifiée, restant en caisse, par les commissaires, et qui doit être déduite de la somme générale de 7 millions 240,000 fr.

Le citoyen Marrast, qui défend les attroupements, a donc oublié, disait un passant, que c'est lui qui a rédigé le fameux programme du 21 février, qui convoquait tout Paris sur la place de la Madeleine pour le grand banquet réformiste. Il n'y a pourtant pas encore quatre mois de ça, et ce qui était un droit alors, sous la monarchie, deviendrait un délit et un crime sous la République!!! (*Monde Républicain*.)

Nous signalons à l'admiration publique M. Charles Bourgeois, un des fils du propriétaire de la maison rue de Bondy, 36, pour sa belle conduite dans la journée du 15 mai. C'est lui qui, dans un généreux accès de modérantisme, donna, par derrière, un coup de poing sur le chapeau de Barbès à l'Hôtel-de-Ville. Nous croyons lui être agréable en répétant et en publiant une action aussi brillante et aussi digne de faire pendant à celle du garde bourgeois qui, comme lui, se flatte d'avoir offensé le brave général Courtais. Ce sont des noms qui ne doivent pas rester ignorés.

Correspondance.

Organisation du travail.

Citoyen rédacteur,
Je vous prie de vouloir bien insérer dans votre prochain numéro la lettre suivante :

Projet d'organisation du travail élaboré par le Comité des travailleurs, à l'Assemblée.

ARTICLE 1^{er}.

« Tout citoyen ayant moins de trois mois de résidence dans la capitale sera tenu de prouver au gouvernement qu'il a un moyen d'existence autre que celui d'aller aux ateliers nationaux, et, s'il ne peut le prouver, il sera confié à la gendarmerie qui le conduira dans son département et l'enrôlera dans les ateliers nationaux de son arrondissement, où il lui sera assuré de l'ouvrage et un logement. »

Vous connaissez sans doute ces logements... dont l'aspect fait frémir et où doivent le conduire deux gendarmes; là on lui donnera un chef d'escouade qui tous les jours fera son lit avec une fourche; il n'aura pas besoin de s'occuper de l'avenir; sa position est assurée; son local prendra le nom d'*Invalides civils*. C'est ainsi que la philanthropie de nos représentants est paternelle aux travailleurs.

ARTICLE 2.

« La République protégeant tous les citoyens prévient les ouvriers qu'ils doivent avoir de l'ouvrage, ou s'en procurer dans le plus court délai. Celui qui ne se conformera pas au règlement sera puni suivant la rigueur des lois et poursuivi comme factieux. »

ARTICLE 3.

« Le comité reconnaissant que la Commission du Luxembourg n'a fait que des utopies rétablit le travail à la tâche; les marchands sont réintégrés dans leurs fonctions. Attendu que les travailleurs qui sont à la journée ne sont que des fainéants, la République les met hors la loi et décrète que la garde nationale a le droit de vie et de mort sur ces hommes qui sont nuisibles à la société.

Vive la fraternité avec la garde nationale!...
Vive la République!

COMPARAISONS.

L'Assemblée monstre ressemble à une grosse montagne dont la tête et les flancs sont stériles. Pour la rendre féconde, il faudrait labourer côtes et sommet; ou bien elle ressemblera à la montagne qui accouche d'une souris.

Notre République est comparable au mardi-gras que l'on brûle au carnaval dans les campagnes; ce mardi-gras est affublé d'un pantalon, d'une veste et d'un chapeau, puis on le bourre de paille, cela ressemble fort à un homme, mais ce n'est pas un homme. Elle porte la devise et l'enseigne de la République; mais ce n'est pas une République; c'est une monarchie dont le roi est absent et sur le point de revenir; mieux vaudrait signer une feuille de route à tous nos commis monarchistes.

Un démocrate de la veille.
Salut et fraternité.

GILBERT, tanneur.

Aux membres de la commission du Pouvoir exécutif.

Citoyens,
Vous voulez que le peuple cesse d'être inquiet, que les rassemblements s'écartent de la voie publi-

que, que les clubs s'abstiennent de se réunir? Assurez à l'homme laborieux un emploi fructueux de son temps, le prix de son travail, la récompense de son industrie. Vous voulez qu'il n'y ait ni révolte, ni sédition? Employez la raison qui éclaire, et non la force qui irrite, et faites que les instruments d'alarme ne soient point en permanence devant les yeux de la population. Vous avez proclamé une république démocratique sous les auspices de la liberté, de l'égalité, de la fraternité? Avisez au moyen le plus prompt pour venir en aide à la classe des travailleurs, et ne proscrivez pas les hommes en qui les ouvriers ont mis leur confiance pour le soutien de leurs intérêts. Voulez-vous proscrire les excès? dirigez, ne comprimez pas. La police ne devrait qu'épurer les mœurs, rendre les hommes justes par une égale réciprocité des droits et des devoirs, empêcher les hostilités entre citoyens, au lieu de remplir de détenus les prisons, les forts et les cachots. Il vous suffirait, citoyens du Pouvoir exécutif, d'être pénétrés de cette vérité pour sortir de votre fausse route.

Tels sont, citoyens du Pouvoir exécutif, les observations d'un observateur impartial. Puissent-elles avoir assez d'empire sur vous pour vous détourner du labyrinthe dans lequel vous vous engagez; puisse-je ainsi contribuer à affermir la République!

SALOMON fils (du Finistère)
rue des Postes, 33.

Ce 5 juin.

Citoyen rédacteur,

Tous les jours il passe sous mes fenêtres, tambours et musique en tête, des gens qui, sous prétexte de fraternisation, passent leur temps à courir les guinguettes et emploient à boire un argent qui pourrait soulager bien des misères. Avant-hier, au milieu d'une de ces bandes, j'ai aperçu le curé de Saint-Laurent, dont la rotondité n'indique pas une tempérance habituelle. Il donnait le bras à deux officiers de la garde nationale. L'un était un chef de bataillon. L'aspect de ce prêtre sortant d'un banquet et courant les rues avec des gens en état d'ébriété flagrante, a été pour moi l'objet de réflexions amères. Combien de ses malheureux paroissiens manquent de pain et de vêtements! Et puis il montera dans la chaire chrétienne et y prêchera la fraternité! Moi aussi, je suis chrétien; mais ce n'est pas ainsi que je comprends la morale du Christ.

A. R.

Garde national à cheval.

Clubs de Paris.

Club démocratique de la Meurthe.

D'après une décision prise en assemblée générale, le Club démocratique de la Meurthe est ouvert aux citoyens des départements de l'ancienne province de Lorraine.

Séances tous les lundis et jeudis, à huit heures très précises, faubourg Saint-Denis, 32.

Revue des Journaux.

— On lit dans la *Réforme* la lettre suivante :

« Citoyen rédacteur,

« Permettez-moi de réclamer, non contre votre polémique, assurément très légitime et aujourd'hui très modérée à raison de ma démission, mais contre les motifs que vous lui supposez. Ce n'est pas, je vous le jure, par suite du refus qu'a fait l'Assemblée nationale d'autoriser les poursuites et de faire droit sur mon réquisitoire, que je me retire, à Dieu ne plaise! jamais je ne me suis cru infailible; jamais je n'ai eu l'outrecuidance de vouloir imposer mon opinion. Je respecte la représentation nationale dans tous ses actes, et je m'incline sans arrière-pensée devant la souveraineté du peuple. Mais vous ne pouvez pas ignorer que je n'avais pas engagé témérairement l'administration supérieure, et que c'était avec sa pleine et entière adhésion que j'avais fait une démarche grave et pénible. Dès lors j'ai dû me retirer après un désaveu aussi public qu'imprévu. Mais ne croyez pas, je vous en prie, que l'air du parquet soit perdue à ce point qu'il change tout de suite les cœurs; et que moi, l'un des premiers fondateurs de votre journal, moi qui me suis toujours cru aussi bon républicain qu'ennemi de toute espèce de réaction, j'ai cédé, soit dans le dépôt de mon réquisitoire, soit dans l'envoi de ma démission, à aucune préoccupation autre que celle d'accomplir un devoir. Je ne reviens pas sur la décision de l'Assemblée, je l'accepte au contraire comme un arrêt

irrévocable; mais soyez juste aussi envers d'anciens magistrats qui ne veulent et ne désirent que le bien et la perpétuité de la République,

« Salut cordial et fraternité.

« AUG. PORTALIS, représentant du peuple. »

Départements.

La *Gazette de Metz* a cessé de paraître. Elle annonce que, pour remplir ses engagements envers ses abonnés, elle a pris des arrangements avec un journal qui vient de se constituer à Metz, sous le nom de *Vau national*. Les sentiments manifestés dans le prospectus de ce journal, relativement aux questions d'ordre, de liberté et de religion, seront d'accord, dit la *Gazette*, avec ceux des abonnés qu'elle quitte.

— Le citoyen Gent, condamné en 1842 pour ADULTÈRE INCESTUEUX, continue d'administrer le département de Vaucluse et d'y surveiller la moralité des curés, leurs droits à l'estime publique. La commission exécutive n'est pas assez riche en républicains de la veille, à ce qu'il paraît, pour se priver des services dévoués du citoyen Gent. Qui sait! la fraternité, inscrite sur la devise de février, lui sert peut-être de circonstance atténuante!

Toujours est-il que ce commissaire excéntrique se met fort au-dessus de ces révélations rétrospectives et judiciaires, témoins ces détails, donnés par l'*Union nationale* d'Avignon :

« S'il faut en croire certain bruit qui court, notre citoyen commissaire, candidat à la députation, voyage en ce moment pour cause de santé dans le département de Vaucluse: paresseusement étendu sur les moelleux coussins d'un carrosse armorié, attelé de quatre chevaux, cet indolent républicain de la veille, comme le superbe marquis de Carabas, se fait précéder dans chaque commune par des piqueurs en grande livrée et veut bien recevoir sur son passage les populations avides de lui offrir l'hommage spontané de leur dévouement... et de leurs voix, ce qui ne gêne rien à la chose.

« Dans l'intérêt de la morale, il profite de l'occasion pour demander aux maires des nouvelles de l'enquête qu'il a provoquée sur la conduite des desservants. (*L'Opinion publique*.)

Nouvelles étrangères.

ITALIE. — A la suite de la bataille de Goito, Radetzki paraît s'être mis sous la protection du canon de Mantoue.

Dans la nuit qui a suivi la bataille, les Autrichiens avaient une division postée à Ceresara. Les Piémontais se sont retranchés à Asola, qu'ils ont garnie d'artillerie et de barricades.

Le but de Radetzki, en faisant son premier mouvement de Vérone sur Peschiera, semble avoir été d'attirer l'armée piémontaise de ce côté, pendant qu'une de ses divisions aurait tourné la droite de Charles-Albert avec ordre de s'emparer de Crémone.

Si Radetzki avait réussi, toute la basse Lombardie et Milan étaient menacés.

La *Gazette piémontaise* affirme que les Autrichiens avaient 30,000 hommes et 130 pièces de canon. Les Piémontais n'étaient que 20,000 et avaient seulement 46 pièces.

C'est une bataille d'artillerie à artillerie; la cavalerie de Charles-Albert paraît avoir fait le reste.

Des petits combats ont eu lieu sur les flancs des deux armées, entre autres à Cardolino, où un petit corps franc a repoussé 3,000 Croates. L'arrivée du général piémontais Sonnaz a fait déguerpir les Croates, qui ont laissé 400 prisonniers.

On a trouvé à Peschiera 117 pièces de canon et 1,600 hommes qui sont sortis avec les honneurs de la guerre. Il n'y avait plus, dans la forteresse, ni poudres, ni vivres.

Après beaucoup d'hésitations, un seul bataillon napolitain s'est décidé à passer le Pô. L'allure des Napolitains est des plus suspectes.

Cours gratuit des travailleurs.

Trois fois par semaine, de sept à neuf heures du soir, et le dimanche de deux à quatre heures.

On s'inscrit, 52, rue des Marais.

Il faut savoir lire et écrire.

Pour le comité de rédaction, AUG. DECOU.

Paris, imprimerie de Cosson, rue du Four-Saint-Germain, 47.